



Akere Muna a finalement annoncé le 5 octobre qu'il se désistait de la course à la présidentielle au profit de Maurice Kamto, avec qui il forme désormais une coalition. Le candidat du MRC s'affirme comme le principal représentant de l'opposition pour le scrutin du 7 octobre.

Quel bilan faites-vous du déroulement de la présidentielle du 7 octobre, durant laquelle vous vous êtes rallié à Maurice Kamto à quelques heures du scrutin ?

Akere Muna : J'ai été naïf. Naïf, dans le sens où je pensais que les Camerounais allaient agir en suivant leur volonté de changement. C'est pourquoi j'ai toujours dit que quelque soit le type de fraude mis en place, le peuple l'écarterait. Malheureusement chacun s'est cantonné à jouer la partition qui lui a été donnée : tronquer les règles, tout cacher, œuvrer dans l'opacité... ce qui est triste. Naïf, aussi, parce que je pensais que les textes pourraient permettre de forcer un peu les choses, ce qui n'a pas été le cas. Le Conseil constitutionnel [chargé d'examiner les demandes d'annulation du scrutin présidentiel déposées par l'opposition, ndlr] a déclaré qu'il ne pouvait pas rendre justice puisque les textes ne lui en donnaient pas la possibilité... Il faut absolument qu'on revoie tout ça, il y a à faire. En réalité, notre système n'envisage nullement une transition par l'alternance.

L'élection est désormais terminée, quelle suite entendez-vous donner à votre engagement politique ?

Mon engagement politique n'était pas quelque chose de ponctuel. Je pense que la seule façon d'amener le changement dans un pays, c'est par les élections. Concrètement, je pensais que la meilleure façon de résoudre la crise anglophone était d'être aux affaires. Je prends donc un coup en voyant les tueries et tout ce qui se passe actuellement. Comme quoi, la première solution que j'ai choisie n'a pas marché. Mais je ne vais pas baisser les bras : il faut que je persiste, il faut aller aux municipales, aux législatives et trouver d'autres tactiques. Donc je ne pars pas, je suis là.

Irez-vous aux législatives même si le code électoral que vous avez décrié durant la présidentielle reste le même ?

Certainement. Il se dit que l'État ne changera pas les textes du code électoral, au motif que c'est un chemin qui n'arrange pas les citoyens. Mais un pays, c'est un peu comme une cocotte-minute. Une fois sur le feu, la valve laisse sortir de la vapeur. Au Cameroun on a pourtant l'impression que la valve est constamment refermée, ce qui peut provoquer une implosion. Soit on essaye d'arranger les choses pour le peuple camerounais, soit on laisse tout exploser. Je l'ai dit mille fois. Ce n'est pas normal que, chez nous, l'élection ne veuille rien dire. On dénie au peuple de voir sa volonté appliquée. En anglais on parle de « state capture », d'un État pris en otage.

Vous vous dites préoccupé par la crise qui secoue les deux régions anglophones, dont l'une est votre région d'origine. Prendrez-vous part à la conférence initiée par le cardinal Tumi ?

Je suis anglophone et je suis avocat. J'ai eu à écrire sur ce problème et je connais ses contours. Je ne peux donc pas ne pas apporter ma contribution à cette conférence. Christian Tumi est un guide spirituel que je rencontre d'ailleurs fréquemment pour échanger sur divers sujets. Cela dit, à l'heure où l'on parle du dialogue, j'aurais pensé que l'État sauterait sur cette occasion pour démarrer la discussion avec les anglophones... mais chaque jour, on pousse la plupart des anglophones vers l'extrémisme.

Yaoundé est-il prêt à dialoguer sur ce sujet ?

Je ne vais pas analyser l'attitude du gouvernement. Je dis juste que si on ne parle pas de ce problème, la guerre va se poursuivre, surtout dans une situation politique aussi délicate que celle-ci. Car il ne s'agit pas d'un conflit comme celui de Boko Haram, où il y avait des envahisseurs. Quand des gens se battent pour leur idéologie, ça n'en finit pas car l'amertume se transmet de père en fils. Il est donc plus qu'impératif de passer à la phase de dialogue.

Envisagez-vous de rencontrer des sécessionnistes dans le cadre d'un dialogue ?

Je suis prêt à aller vers des Camerounais. Qui appelez-vous les « sécessionnistes » ? Il s'agit bien de l'aile radicale qui est accusée par le gouvernement de commettre des actes terroristes... Je pense que si on commence par étiqueter les gens, cela rend le dialogue difficile. Et c'est ici que l'initiative du cardinal Tumi prend tout son sens, puisqu'elle permettra aux anglophones de tous bords de parler. Les étiquetages ne sont pas une bonne solution car ils bloquent les débats. S'il y a un problème national, il faut se retrouver et en parler. Bien sûr que

certaines veulent la sécession, mais si nous pensons que ce sont des Camerounais, il faut les considérer comme tel.

De manière concrète, quelles sont vos propositions pour une sortie de crise ?

D'abord, il faut se parler. Ensuite, il est impératif de ramener les choses au plus près de la situation telle qu'elle l'était il y a deux ans, c'est-à-dire libérer les détenus, les amnistier et mettre en place les conditions nécessaires pour le désarmement. Et ce n'est pas cette armée qui le fera, il faut donc trouver un tiers. Comme la Belgique, le Canada, la Suisse, ou un pays qui n'est pas partie prenante, vu que certains sont réticents à une intervention de l'ONU. Ce pays devra accepter de venir avec une force tampon qui se déploiera dans les zones en crise et procédera au désarmement. Ensuite, il devra passer à la réhabilitation et à la reconstruction des villages et faire revenir les habitants chez eux. Il faut qu'on essaye au maximum de revenir au statu quo ante. Lorsqu'on l'aura fait, on pourra alors commencer à attaquer les questions globales du cadre dans lequel nous souhaitons vivre.

Vous parlez d'une armée tampon, est-ce un appel à une implication de la communauté internationale ?

Pas du tout. Je décline une stratégie nationale de réconciliation. Et je dis qu'en ce qui concerne le désarmement, il est utopique de penser que les soldats de l'armée qui étaient là hier, qui ont vu leurs camarades tués, vont se placer en face des combattants ambazoniens, qui peuvent reconnaître certains d'entre eux, et que ces derniers vont accepter de leur remettre des armes. Avec l'amertume, la situation ira dans tous les sens. Il faudrait que ce soit fait derrière un écran, c'est un rôle que peut jouer un autre pays. Celui-ci serait invité par le Cameroun selon des conditions précises édictées, et partirait ensuite après le travail fait. Mais penser que c'est cette armée qui procédera au désarmement, cela va être très difficile pour les deux camps.

Source: www.jeuneafrique.com
